

Le regard français sur le nucléaire (12 02 2017)

Longtemps le regard français sur le nucléaire était un regard favorable : longue portée des choix, réalisations prestigieuses, programmes solides et diversifiés, industrie puissance, constance des décisions et réponse favorable aux chocs pétroliers. Si bien que parfois on aurait pu parler d'*exception française* si l'on compare les choix nationaux aux réponses apportées par l'Allemagne ou le Japon au syndrome de Tchernobyl ou de Fukushima, jusqu'à quand ? La question peut se poser légitimement : y a-t-il ou y a-t-il eu un changement dans le *regard français* ?

Il est incontestable que pendant des années le regard des politiques et de l'opinion était donc favorable même si une opposition s'exprimait à propos du programme militaire. Mais ceci est une autre affaire même si l'on a pu connaître des situations curieuses en voyant un haut-commissaire défilant contre la réalisation d'une force de frappe ! Mais on peut parler d'un large consensus sur la réalisation par exemple des programmes d'EDF. Il y avait bien quelques oppositions ponctuelles dont la plus forte, et la plus efficace, s'attaqua au projet Plogoff et qu'en 1981 le programme UP3 de seconde usine de retraitement à La Hague fut sauvé par le soutien que lui apportèrent tous ses clients étrangers. On pourrait citer aussi, dans un registre plus classique, les recours judiciaires systématiques en nullité dès la parution d'un arrêté d'autorisation de recherches minières en métropole (très largement écartés par la jurisprudence) ou des luttes constantes à propos des effets de l'exploitation de l'usine de La Hague (calmés après une étude sur le terrain commune entre une organisation hostile et la COGEMA de l'époque).

On a pu relever bientôt quelques choix significatifs sinon symboliques comme la fermeture de Superphénix en 1997 après des années de guérilla juridique – fermeture qui marque une vraie rupture fondamentale toujours ressentie comme telle encore aujourd'hui – et les vaines tentatives de remise en cause du MOX.

Cependant pendant une quinzaine d'années le nucléaire n'était guère l'objet de débat : les installations fonctionnaient il est vrai de façon satisfaisante et il n'y avait à l'horizon aucun projet nouveau susceptible d'échauffer l'opinion, le projet de troisième réacteur à Flamanville (EPR) n'ayant été lancé qu'en avril 2007.

Mais ce qui frappe, alors que la relance des investissements venait d'être décidée, c'est que jusqu'au *Grenelle de l'environnement en 2007* la filière électro-nucléaire a été à l'abri des alternances politiques éventuelles...encore que le fait d'avoir exclu du *Grenelle* toute discussion du programme nucléaire semble avoir réveillé, exacerbé, même en sourdine, une certaine animosité à son égard.

MAIS, tout cela c'était avant l'accident de Fukushima, 11 mars 2011, qui fut un vrai choc pour l'opinion publique : un accident grave et aux conséquences graves survenu dans un contexte très spécifique (tsunami, réacteurs de type bouillant et non de type pressurisé comme le sont les réacteurs français) malgré le très haut degré de développement du Japon et l'excellente réputation du pays. Il y eut en Europe, et notamment en Allemagne, un tournant très perceptible dans l'opinion. Alors que beaucoup avaient bien compris que la catastrophe de Tchernobyl avait des causes en quelque sorte *soviétiques*, donc non transposables en Europe, personne ne pouvait comprendre ni même imaginer qu'il y ait pu y avoir pour Fukushima des causes spécifiques japonaises (manque de culture de sûreté et autorité de sûreté notoirement faible et incompétente). Ce tournant fut très net auprès du public français, très profond dans les médias, et dans certains milieux politiques, d'autant qu'une nouvelle campagne présidentielle débutait. Il fut très lourd de conséquences pour AREVA en raison de la perte de son marché allemand et la mise en suspens de ses marchés japonais, mise en suspens largement en cours, encore aujourd'hui.

MAIS c'était avant la campagne présidentielle de 2012, pendant cette campagne est apparu un programme très anti-nucléaire que le candidat de Gauche a adopté sans beaucoup d'inflexions : réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% à l'horizon 2025 impliquant l'arrêt de quelque 24 des 58 réacteurs d'EDF dont l'arrêt immédiat de Fessenheim. Incidemment certains observateurs ont estimé que cet arrêt a fait l'objet d'un arbitrage *favorable* au bénéfice de l'EPR de Flamanville.

On a l'impression toutefois d'un paysage composite. Certes l'industrie nucléaire a été exclue du débat sur la transition énergétique et n'a pas même été autorisée à assurer sa défense bien qu'il y fut question plus de transition électrique que de transition énergétique. Mais l'on a pu lire, ici ou là, que les responsables politiques impliqués n'allaient pas tous dans le même sens et l'un deux – paraît-il – aurait exprimé que le problème véritable était la sortie du pétrole pas celle du nucléaire ! Quant à l'arrêt de Fessenheim, la fixation de la date à prévoir a donné lieu à des variantes successives et l'on parle maintenant de 2018. À noter enfin que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) arrêtée en octobre 2016 qui envisage une baisse de la production nucléaire de 2 à 15% et seulement à l'horizon 2023 ne convient pas aux tenants de la loi qui attendaient 25% et le nom des centrales devant être fermées et est jugée inefficace et dispendieuse pas ses opposants.

Certes la loi de transition énergétique, une fois votée, n'a pas rencontré que des échos favorables. Du fait de son manque de réalisme, elle a peu de chances d'être appliquée dans toute sa rigueur. On doit reconnaître en revanche qu'ont été bien accueillis les efforts accomplis en matière de transparence avec la mise en place d'une autorité de sûreté jugée indépendante ainsi que le développement dans le même sens de commissions locales d'information (que certains opposaient à une relative opacité paraît-il au siècle dernier !).

Paysage composite donc car les déclarations souvent anxieuses et sans nuances (certains n'hésitent pas à dire parfois injustifiées) de l'autorité de sûreté laissent présager qu'il faudra attendre un degré d'exigence tout à fait inaccoutumé pendant les deux prochaines années qui verront la mise en service de l'EPR de Flamanville et les premières décisions sur la prolongation de la durée de vie des réacteurs du parc EDF.

On a vraiment l'impression que tout peut arriver, le pire comme le meilleur. Les temps ont bel et bien changé.

La conjoncture extérieure a certes des aspects positifs quant à elle puisque l'on note dans le monde un nombre de réacteurs en construction plus important qu'il ne l'a jamais été. Et ce même si certains observateurs considéraient le marché comme relativement timide, surtout concentré sur la Chine encore que la décision anglaise d'autoriser la construction de deux EPR à Hinkley Point a marqué la reprise du nucléaire en Europe, résultat de la volonté de la Chine de prendre pied dans le nucléaire anglais et de l'entêtement d'EDF, mollement soutenu par le gouvernement français, comme n'ont pas manqué de le souligner en France quelques grincheux.

Il est vrai que le contexte actuel français est singulièrement difficile :

- EDF, qui doit faire face à d'importants investissements, se trouve sensiblement affaibli pour des raisons externes qui lui sont imposées (profond dérèglement du marché de l'électricité - voulu par Bruxelles et par Paris – considérablement aggravée par une concurrence anormale des énergies renouvelables avantagées hors de raison).
- AREVA, après le fiasco aux multiples causes de novembre 2014, est encore loin d'avoir achevé sa restructuration et son redressement.
- Engouement pour les renouvelables (éolien et solaire photovoltaïque) d'un public trompé par des affirmations erronées, parfois mensongères mais jamais démenties (compétitivité, aptitude à remplacer le nucléaire à bref délai).

- Retards et surcoûts des programmes EPR, en France comme en Finlande, largement prévisibles pour des prototypes de cette envergure, mais que ni EDF ni AREVA n'avaient laissé prévoir.

Une trop forte concentration locale de carbone sur certains gros composants (générateurs de vapeur) a conduit l'Autorité de Sûreté à demander, dans la précipitation, un vaste programme de vérifications simultanément sur beaucoup de réacteurs, programme qui aurait pu très vraisemblablement être étalé dans le temps et n'avait guère lieu d'être médiatisé comme il l'a été au point d'inquiéter les plus sereins. A chaud, et alors que la crise n'est loin d'être achevée, nous nous abstenons de plus amples commentaires, formons le vœu cependant que la France échappera pendant l'hiver à un black-out qui serait très préjudiciable au pays et que 2017 ne sera pas l'*année de tous les dangers pour le nucléaire français* comme on a pu lire. On a vu aussi que des gens qui souvent marquent quelque inquiétude et quelque hostilité à l'égard du nucléaire semblaient aujourd'hui avoir peur d'en manquer cet hiver !

Bref, avant même les difficultés de ces derniers mois, l'industrie nucléaire avait perdu beaucoup de son crédit auprès d'un public déçu et déconcerté de sorte que plus grand monde ne croit plus à son avenir. Le désenchantement n'est peut-être pas définitif car fondé sur d'importantes contre-vérités, notamment au plan économique.

Il nous faut cependant être conscient du fait que la vie du nucléaire ne sera jamais un long fleuve tranquille. L'indisponibilité actuelle d'un nombre important de réacteurs en est malheureusement une bonne illustration. La campagne présidentielle qui s'ouvre conduira sans doute à quelques débats et peut-être à quelques réorientations. On ne peut que s'en féliciter, restant à savoir s'il n'est pas parfois dangereux de fournir l'objet de débats exacerbés. Mais le pire n'est jamais sûr. Le nucléaire qui n'a pas le droit à l'erreur devra rester attentif à l'évolution du politique autant qu'à celle de la technique.

Les énergies propres, nucléaire, hydraulique, éolien et le solaire sont la principale source de production électrique dans l'Union Européenne, et d'abord en France, mais que seules les deux premières (nucléaire et hydraulique) peuvent réellement remplacer les énergies fossiles.

Aimé Darricau et Bernard Lenail

Texte initial du 12 décembre 2016